

# **STMICROELECTRONICS : INDUSTRIE NUMERIQUE EUROPEENNE EN PERIL ! IL FAUT REINVESTIR POUR REPARTIR DE L'AVANT**

***Nous interpellons les Etats actionnaires  
Les Gouvernements Européens impliqués  
Le Parlement et la Commission européenne***

Les propos tenus le 12 mai, lors de la journée investisseurs, par Mr Carlo Bozotti, PDG de STMicroelectronics, ouvrent la voie à l'arrêt sous une forme ou une autre du secteur numérique dans l'entreprise.

Auparavant le PDG avait confirmé sa volonté de stopper le développement technologique en-dessous du 14 nanomètres.

Ceci laisse présager le pire pour les emplois. Non seulement ceux directement concernés, mais aussi ceux de toute l'entreprise, si nous laissons se poursuivre le processus de régression. Un processus qui a déjà coûté de nombreux emplois ces dernières années, dans de nombreux pays du monde et d'Europe où ST est présente. Ainsi, entre 2007 et 2011, ST a perdu 8560 emplois.

Au cours des 10 ans de présidence de Mr Carlo Bozotti, STMicroelectronics a chuté du 3<sup>ème</sup> au 11<sup>ème</sup> rang mondial des entreprises du semi-conducteur, et s'est enfoncée dans une financiarisation à outrance de sa gestion, sans aucun résultat. Le chiffre d'affaires s'est effondré depuis 2005 de près de 20%, et les bénéfices ont disparu depuis plusieurs années malgré un contexte porteur et des marchés en forte croissance.

Les salariés subissent une politique d'austérité forte alors que Mr Carlo Bozotti a vu sa rémunération augmentée de 258% en 10 ans.

De même la distribution massive de dividendes ponctionne les ressources disponibles pour l'investissement. Quelques chiffres permettent de mesurer l'ampleur du problème :

- De 1998 à 2004, ST a gagné 3,95 Milliards \$ et distribué 312 Millions \$ de dividendes
- De 2005 à 2014, ST a perdu 3,6 Milliards \$ et a distribué 2,6 Milliards \$ de dividendes

Les salariés dénoncent cette « stratégie » sans lisibilité et court-termiste qui conduit STMicroelectronics d'échecs commerciaux en réorganisations inefficaces. L'indépendance technologique de l'Europe est en jeu. Les subventions nationales et européennes versées à l'entreprise pour l'investissement et la R&D ne doivent pas servir à rémunérer indécentement les hauts dirigeants et les actionnaires, mais à développer et vendre les technologies porteuses d'avenir et d'emplois pour l'Europe et utiles à la population.

Contrairement à ce qu'affirment les dirigeants, il n'y a pas un « problème dans le numérique », qu'il suffirait de traiter en quittant le secteur. Il y a un problème de gestion financière et de sous-investissement qui affecte toute l'entreprise, secteurs digitaux et analogiques ensemble.

ST emploie au total 43 782 salariés dans le monde dont:

En France, 10 980 ; En Italie 9790 ; 1688 à Malte ; 206 en Allemagne ; 145 au Royaume Uni ; 137 en République Tchèque, 210 en Suisse.

**ST est aussi présente dans d'autres pays Européens : Belgique, Finlande, Hongrie, Pays-Bas, Pologne, Russie, Espagne, Suède, Turquie ; mais également en dehors de l'Europe.**

**C'est une entreprise importante en Europe, notamment dans le Sud, et c'est la seule qui y conserve à la fois de la R&D et des centres industriels importants. Le sort des activités présentes en dehors de l'Europe est très lié à celui des centres européens et à la stratégie de l'entreprise. Et les compétences de l'ensemble des sites du monde sont très complémentaires.**

**La France et l'Italie ont aujourd'hui le contrôle de l'entreprise, via un « pacte d'actionnaires ».**

**Les élus du comité européen interpellent les Etats actionnaires et tous les gouvernements et institutions européennes concernées. Ils demandent :**

- **L'abandon de la stratégie financière « court-termiste »**
- **La priorité aux investissements industriels et à l'innovation**
- **Une distribution des dividendes assujettis aux bénéficiaires de l'entreprise et non une valeur garantie quels que soient les résultats.**
- **Un vrai changement de gestion avec le retour à une stratégie de développement sur le long terme dans tous les secteurs de l'entreprise et les investissements nécessaires pour garantir l'avenir de tous les sites, l'indépendance technologique et la pérennité des emplois, dans l'ensemble des pays.**
- **Le renforcement du contrôle public paritaire France- Italie et un vrai soutien de ces Etats :**
  - **Proposer une action à l'Union européenne pour renforcer la position de ST en Europe**
  - **Une obligation de résultats pour l'équipe dirigeante**
  - **Un engagement et un suivi de l'équipe dirigeante sur l'utilisation des fonds publics**
- **Des moyens concrets pour mettre en œuvre les ambitions affichées par l'Europe en micro-électronique**
- **La nomination d'une nouvelle équipe dirigeante dont la mission soit de redévelopper l'entreprise, renforcer l'investissement industriel et dans la recherche et le développement, gérer les ressources.**
- **Garantir un niveau de qualité et de quantité des emplois sur les sites Européens**

**Au moment où on parle de plus en plus de révolution numérique, d'internet des objets etc. il ne faut pas oublier la base de cette révolution, les puces numériques elles-mêmes. La micro-électronique. Il faut redresser la micro-électronique et la lier aux industries et aux besoins en aval pour la consolider en Europe, en favorisant les coopérations nécessaires.**

**Les représentants du CEE (Comité d'Entreprise Européen) sollicitent une rencontre avec les représentants des Etats Français, Italien, et de la Commission Européenne, dans les meilleurs délais, pour parler ensemble de l'avenir de la société STMicroelectronics en Europe.**

**Lettre adoptée par les élus du CEE (Comité d'Entreprise Européen de STMicroelectronics réunis le 16 juin 2015 à Paris.**

**Dans l'attente d'une réponse, nous vous prions d'agréer, Monsieur, Madame, l'expression de nos salutations distinguées**

**Mr Henri Errico**

Secrétaire du CEE de STMicroelectronics

Segretario CAE STMicroelectronics

EWC secretary STMicroelectronics